



SOMMAIRE

	Pages
Point 9 de l'ordre du jour :	
Discussion générale (<i>suite</i>)	
Discours de M. Brutus (Haïti)	441
Discours de M. Macovescu (Roumanie)	442
Discours de M. Seck (Sénégal)	447
Discours de M. Moe (Barbade)	453
Point 23 de l'ordre du jour :	
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépen- dance aux pays et aux peuples coloniaux	
Rapport de la Quatrième Commission	455
Point 37 de l'ordre du jour :	
Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain :	
a) Rapports du Comité spécial de l' <i>apartheid</i> ;	
b) Rapport du Secrétaire général	
Rapport de la Commission politique spéciale	455

Président : M. Abdelaziz BOUTEFLIKA
(Algérie).

En l'absence du Président, M. Montiel Argüello
(Nicaragua), vice-président, prend la présidence.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Discussion générale (*suite*)

1. M. BRUTUS (Haïti) : La vingt-huitième session de l'Assemblée générale s'ouvrit l'année dernière sous le signe de la détente politique. Elle s'apprêtait à se pencher sur les objectifs économiques et sociaux de la Charte en vue d'assurer au monde un équilibre dynamique quand, au Moyen-Orient, éclata la guerre. On assista alors à l'écroulement de toutes les espérances, à l'accélération de l'inflation mondiale, au bouleversement du système des paiements internationaux, à la résurgence de conflits larvés. L'humanité chancelle sur ses bases. Et la vingt-huitième session, inaugurée sous des auspices prometteurs, s'acheva dans l'incertitude et le désarroi.

2. Ces événements suffisent à montrer que la délégation de la République d'Haïti mesure l'ampleur de la mission qui revient à M. Abdelaziz Bouteflika dans la direction des travaux de cette vingt-neuvième session. Elle veut assurer le Président de sa collaboration et lui adresser ses plus vives félicitations pour cette haute marque de confiance qui, par delà sa personne, demeure un hommage aux traditions de lutte, de courage et de lucidité du vaillant peuple algérien.

3. Les événements qui ont assombri le mandat du Président de la vingt-huitième session, M. Leopoldo

Benites, lui ont permis de confirmer sa réputation de diplomate avisé en conduisant les travaux de la dite session avec compétence et dévouement. La délégation d'Haïti lui adresse ses plus sincères compliments et lui renouvelle l'expression de son estime et de sa considération.

4. En dépit des trépidations de la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies n'a cependant rien perdu de sa vitalité. L'année 1974 aura été la plus fertile en conférences spécialisées. Après la sixième session extraordinaire sur les matières premières et le développement, Caracas et Bucarest se sont relayés pour attirer l'attention mondiale sur la nécessité d'un régime juridique international de la mer et des problèmes de la population. Bientôt, Rome accueillera les délégués du monde entier pour examiner la question fondamentale de l'alimentation des peuples. Cette activité revient au Secrétaire général auquel la délégation haïtienne rend hommage.

5. Toutes ces démarches entreprises dans le cadre de l'Organisation traduisent une prise de conscience de plus en plus nette du destin solidaire des peuples, de la nécessité de solutions concertées aux angoissants problèmes de l'humanité. Elles ont contribué à diminuer l'étanchéité des cloisons idéologiques, à assouplir les antagonismes politiques, à montrer les dangers du clivage entre les nations industrialisées et celles en développement et à mettre l'accent sur les éléments d'une conjoncture économique exceptionnellement grave.

6. L'alarme a été donnée par l'Organisation des Nations Unies elle-même quand le Secrétariat, à l'occasion de la dernière session extraordinaire sur les matières premières et le développement, a prouvé dans des documents irréfutables que la prospérité économique mondiale enregistrée au cours des années 1950 et 1960 et basée sur "une demande forte et stable" décline au point de placer l'humanité au seuil d'une crise aussi aigüe que celle de 1929. On a découvert que le système économique après la seconde guerre mondiale n'a pas tenu suffisamment compte d'une justice sociale internationale capable de provoquer une répartition plus équitable des richesses entre les peuples.

7. En effet, la croissance économique soutenue et l'augmentation constante du volume des échanges internationaux qui ont marqué les deux dernières décennies n'ont profité qu'aux seuls pays industrialisés dont la moyenne commerciale, en 1970, était évaluée à plus de 300 milliards de dollars, tandis qu'elle atteignait à peine 50 milliards pour l'ensemble des pays en développement dont l'endettement total approchait 80 milliards de dollars.

8. A cette inégalité globale dans la répartition de la prospérité déjà chargée de germes de divisions, d'in-

quiétudes et d'angoisses, s'est ajoutée la reprise des hostilités au Moyen-Orient en octobre 1973, qui a aggravé le décalage des situations dans le camp du tiers monde entre les pays producteurs de pétrole et ceux dépourvus de ressources pétrolières.

9. L'interruption, puis la réduction des exportations du pétrole vers les pays industrialisés de l'Occident ainsi que la hausse des prix ont, certes, affecté leur expansion économique, accéléré leur processus inflationniste et désorganisé leur mode de vie. Mais les pays les plus atteints par ces mesures sont ceux du tiers monde qui paient difficilement leur approvisionnement d'énergie à base de pétrole et qui, par la suite de l'inflation généralisée, achètent plus difficilement encore les biens d'équipement dont ils ont nécessairement besoin.

10. Tous ces faits indiquent l'interrelation des questions politiques et des questions économiques, l'interdépendance des peuples. Ils imposent la nécessité d'une coopération planétaire afin de repousser les affres de cette crise économique généralisée et satisfaire les aspirations au bien-être, à la justice sociale et à la paix de tous les hommes.

11. A côté de ces graves problèmes de nature essentiellement économique, des conflits, des bouleversements de tous genres continuent de mettre en péril la sécurité internationale. Le Gouvernement haïtien, conscient de la menace que font planer sur l'humanité ces tensions dites localisées, renouvelle son attachement aux principes de la Charte des Nations Unies où il est toujours possible de puiser des solutions aux questions à l'ordre du jour. Il réaffirme sa confiance dans la sagesse et la raison des représentants à cette vingt-neuvième session pour inviter les parties intéressées à négocier en vue de liquider les ressentiments respectifs et de trouver une issue à leurs différends.

12. Bien des problèmes politiques non moins graves ont trouvé des fins satisfaisantes qui ont permis à cette Assemblée d'accueillir les délégations du Bangladesh, de la Grenade et de la Guinée-Bissau à qui nous adressons nos plus sincères souhaits de bienvenue. La délégation haïtienne salue d'une façon spéciale les représentants de la Grenade et leur transmet les vœux que forment le peuple et le Gouvernement haïtiens pour la grandeur et la prospérité de ce nouvel Etat en mesure d'accroître les possibilités de concorde dans la région des Caraïbes.

13. Ma délégation est heureuse d'exprimer une fois de plus les sentiments de fraternité et de solidarité du peuple et du Gouvernement haïtiens au peuple et au Gouvernement de la Guinée-Bissau dont l'indépendance, acquise au prix de durs sacrifices, rappelle à 170 ans d'intervalle, les luttes livrées par les Africains pour créer l'Etat d'Haïti. La délégation haïtienne, en souhaitant la bienvenue à la Guinée-Bissau, est naturellement amenée à penser au destin des populations de l'Angola, du Mozambique, de la Namibie et de la Rhodésie. Elle accueille avec satisfaction l'heureux dénouement de la situation au Mozambique qui deviendra indépendant en juin 1975 et elle garde l'espoir que l'Angola connaîtra le même processus.

14. Quant aux populations de la Namibie et de la Rhodésie, qui sont encore victimes du néo-colonialisme et de la discrimination raciale, nous leur trans-

mettons les sympathies du peuple et du Gouvernement haïtiens qui ont la certitude que leur courage et leur ténacité banniront de leur territoire les derniers vestiges d'un âge révolu.

15. C'est un truisme de dire que les problèmes internationaux sont les reflets de la situation intérieure des Etats. Aussi, le Président à vie de la République d'Haïti, M. Jean-Claude Duvalier, conscient de ses responsabilités nationales et internationales, a-t-il pris tout un ensemble de mesures pour garantir la paix sociale et le développement harmonieux de la nation. En vue d'assurer le contrôle de l'exploitation des ressources naturelles, certains contrats sont en cours de révision; des monopoles accordés à des sociétés privées travaillant dans les secteurs névralgiques de l'économie nationale sont en train d'être reconsidérés, tandis que des exemptions fiscales sont octroyées pour encourager la production agricole et l'installation d'établissements industriels.

16. Ces réformes qui s'avéraient indispensables à la rénovation économique seront suivies par la mise en place de nouvelles structures administratives actuellement sous étude et qui viendront appuyer les efforts réalisés dans les domaines économique et fiscal. Dans cette vaste entreprise, le Gouvernement haïtien se félicite d'avoir reçu le soutien moral et l'assistance financière et technique de nombreux gouvernements amis qui ont reconnu le caractère humanitaire des changements politiques et économiques opérés en vue de la promotion sociale du peuple haïtien.

17. Il nous reste à souhaiter que les organismes internationaux de financement parviennent à simplifier les procédures d'octroi de leur assistance pour rendre effectives les résolutions adoptées en faveur des pays les moins favorisés du point de vue économique dans le monde. Car maintenant plus que jamais, comme l'a dit le Secrétaire général, la communauté internationale doit faire face à des difficultés si complexes qu'"aucun pays, si riche et si puissant soit-il, ne peut y demeurer invulnérable pas plus qu'il ne peut prétendre les affronter et en triompher à lui seul" [A/9601/Add.1, sect. I].

18. Cet appel du Secrétaire général à la concertation et à la coopération mérite d'être entendu et retenu pour que l'humanité puisse faire face avec succès aux problèmes du moment et garantir l'avenir. Tel est le vœu de la délégation de la République d'Haïti à l'occasion de cette vingt-neuvième session de l'Assemblée générale.

19. M. MACOVESCU (Roumanie): L'unanime élection à la présidence de cette session de l'Assemblée générale de M. Bouteflika, éminent représentant de l'Algérie, pays avec lequel la Roumanie entretient de bonnes relations d'amitié et de coopération, constitue pour la délégation roumaine une raison de profonde satisfaction. En lui adressant nos félicitations les plus cordiales, j'exprime la ferme conviction que, grâce à ses qualités, au prestige dont son pays jouit sur le plan international, il contribuera substantiellement au déroulement dans les meilleures conditions de nos débats, au succès de cette session.

M. Bouteflika (Algérie) prend la présidence.

20. Je souhaiterais en même temps renouveler notre hommage à M. Leopoldo Benites qui a présidé avec

tact et compétence les travaux de la vingt-huitième session ordinaire, de même que ceux de la sixième session extraordinaire.

21. Ma présence à cette tribune m'offre également l'agréable occasion d'exprimer, une fois de plus, au Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, notre considération toute particulière pour ses efforts inlassables mis au service des Nations Unies, dédiés à l'accroissement de la contribution et de l'efficacité de l'Organisation à la solution des grands problèmes de notre époque et au raffermissement de son prestige dans le monde. Nous sommes convaincus que le vif dialogue établi par la République socialiste de Roumanie avec le Secrétaire général se développera dans le cadre des efforts conjoints visant à raffermir les Nations Unies.

22. Cette session de l'Assemblée générale peut s'enorgueillir d'un résultat important sur la voie de la réalisation de l'universalité de l'Organisation. Je veux parler de l'admission, en tant que Membres de l'Organisation des Nations Unies, de la Guinée-Bissau, du Bangladesh et de la Grenade. Je tiens à leur exprimer, au nom du Gouvernement roumain, de sincères félicitations, des vœux de bienvenue au sein de l'Organisation et l'assurance de notre entière coopération dans la promotion des buts et principes de la Charte.

23. Les délégations des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies se sont réunies cette année pour la vingt-neuvième session dans le but d'examiner de concert les problèmes qui confrontent aujourd'hui l'humanité, de les analyser tant à la lumière des données concrètes du présent que dans la perspective de l'avenir, et de leur trouver des solutions unanimement acceptables. Ces solutions doivent être durables et avantageuses tant pour chaque peuple que pour toute la communauté internationale.

24. Cette année a, pour le peuple roumain, la signification d'un bilan fructueux de profondes transformations structurales d'ordre économique, social et politique, intervenues durant les 30 années écoulées depuis la libération de notre pays de la domination fasciste. La Roumanie présente, aujourd'hui, l'image d'un Etat industriel-agraire, avec une industrie dynamique, se développant à un rythme intense, sur la base des plus nouvelles conquêtes de la science et de la technique contemporaines, et avec une agriculture socialiste en plein essor. Ces réalisations, sans précédent dans l'histoire millénaire du peuple roumain, prouvent sa capacité créatrice de forger librement sa vie, conformément à sa volonté et à ses propres aspirations.

25. L'activité internationale de la Roumanie, concordant pleinement avec les nouvelles réalités historiques, a acquis de nouveaux contours et de nouvelles dimensions : les attributs de la politique d'un Etat socialiste indépendant et souverain. Cette activité exprime les aspirations et les espoirs fondamentaux de la nation roumaine, qui se trouvent en pleine harmonie avec les intérêts généraux de la paix et du progrès, de l'entente et de l'étroite coopération entre tous les Etats du monde.

26. Le dynamisme de la politique étrangère de la Roumanie, la variété de ses formes de manifestations et la résonance de son message trouvent, entre autres, leur reflet concret dans le fait que le nombre d'Etats

avec lesquels nous entretenons des relations diplomatiques s'élève à présent à 120. Le peuple roumain n'a jamais eu tant d'amis qu'aujourd'hui. Ceci constitue, à notre avis, la preuve du réalisme de l'activité internationale de notre Etat, de sa concordance avec les aspirations légitimes de tous les peuples à l'existence digne et libre, à l'instauration d'une paix durable sur notre planète et à l'exclusion de la guerre, et de la force en général, dans les relations internationales.

27. Dans cet esprit, la Roumanie développe et élargit ses relations avec tous les Etats socialistes, agit pour amplifier ses rapports avec les pays en développement et avec tous les Etats luttant pour leur développement indépendant; de même, notre Etat œuvre, en conformité des principes de la coexistence pacifique, pour la promotion de la coopération mutuellement avantageuse avec les pays capitalistes développés.

28. La Roumanie étaye fermement ses relations internationales sur les principes de la pleine égalité des droits, du respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'avantage mutuel, du non-recours à la force ou à la menace de la force dans les rapports entre Etats.

29. Le changement du rapport des forces à l'échelle mondiale à la suite des idées novatrices du socialisme, de l'apparition sur l'arène internationale de nombreux Etats vitalement intéressés à renforcer leur indépendance et du ralliement de nouvelles forces socio-politiques à la lutte pour la paix, la démocratie et le progrès, s'est superposé et est étroitement allé de pair avec la révolution technique et scientifique. Ceci ajoute, de nos jours, de nouvelles données aux réalités internationales contemporaines.

30. Les événements, où qu'ils se passent, ont rapidement des répercussions sur l'ensemble des rapports internationaux et se réfléchissent, sous une forme ou sous une autre, sur chaque Etat. Ce sont des raisons de fait qui s'ajoutent aux solides fondements de droit pour justifier l'intérêt croissant des Etats vis-à-vis des questions internationales, leurs droits et obligations de participer et d'apporter leur contribution aux efforts visant leur règlement.

31. Les peuples désirent vivre en paix et dans la tranquillité, être complètement maîtres de leurs destinées, liquider à jamais l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, ainsi que la politique de force et de diktat. Les peuples veulent collaborer entre eux et non pas se déchirer dans des guerres dévastatrices qui n'ont jamais donné de solutions viables aux problèmes internationaux. Les peuples veulent unir leurs efforts afin de percer davantage les mystères de la nature, de faire face aux difficultés qui surgissent, d'avancer tous, le plus rapidement et autant que possible durant la même étape historique, vers le sommet de la civilisation.

32. Ces derniers temps, la communauté internationale a commencé d'examiner plus fréquemment, d'une manière systématique et dans un esprit de coopération, des problèmes majeurs de son présent et de son avenir. Il y a eu des conférences internationales et il y en aura encore — et, dans ce contexte, je tiens à souligner le mérite particulier des Nations Unies, du Secrétariat et du Secrétaire général,

M. Waldheim — qui ont débattu et continueront à débattre des questions concernant l'énergie, l'environnement, la population, l'alimentation, le développement industriel, le droit de la mer, la science et la technologie. Au fond, ceux-ci sont des aspects d'un phénomène qui est à l'ordre du jour pour tous, à savoir le développement. L'homme, la société, se trouvent dans un processus de développement auquel personne ne peut échapper. Pour faire face à ce processus, il faut, d'une part, liquider des états de choses appartenant au passé, renoncer à des méthodes et à des formes qui nous ont empêchés d'avancer rapidement et, d'autre part, unir nos efforts pour trouver des solutions aux problèmes majeurs auxquels nous sommes confrontés.

33. J'ai l'insigne honneur de rappeler à l'Assemblée générale le vibrant appel lancé par le Président de la République socialiste de Roumanie, M. Nicolae Ceausescu, à la session jubilaire de la Grande Assemblée nationale, consacrée au trentième anniversaire de la libération de la Roumanie :

“Nous nous adressons à tous les gouvernements et à tous les peuples pour leur demander d'agir en commun et de coopérer activement en vue de promouvoir une politique de détente dans le monde et de démocratiser profondément les relations internationales actuelles.

“Nous devons collaborer intensément afin de trouver des solutions politiques unanimement acceptables à tous les problèmes qui confrontent aujourd'hui l'humanité, de faire triompher la raison et l'équité dans les rapports internationaux, d'éviter de nouveaux affrontements armés et de défendre énergiquement la vie et le travail libre de tous les peuples.”

34. Il est vrai qu'à la suite des profonds changements intervenus dans la vie internationale, un nouveau cours vers la détente se dessine dans le monde. C'est à cette tendance que nous devons consacrer tous nos efforts pour que la détente devienne le trait dominant et définitif des relations internationales. Mais, hélas, cette tendance n'est pas encore irréversible. Les événements de ces derniers mois sont là pour nous rappeler, une fois de plus, qu'il existe encore dans ce monde des forces opposées à la paix, à la détente et à la coopération. Par conséquent, nous devons continuer à œuvrer pour faire triompher la politique de paix et d'entente entre les peuples. Certes, ce n'est pas facile. Mais, en nous appuyant sur la volonté des peuples et en faisant preuve de responsabilité pour l'avenir des générations d'aujourd'hui et de demain, nous pourrions surmonter toutes les difficultés.

35. La sauvegarde de la paix, bien suprême commun de l'humanité tout entière, est indissolublement liée à la réalisation du désarmement général et, avant tout, du désarmement nucléaire. Nous ne pouvons pas perdre de vue que, pendant qu'à Genève se déroulent des négociations sur le désarmement, la course aux armements, l'augmentation des armes nucléaires, chimiques et bactériologiques et d'autres moyens de destruction massive engendrent de graves dangers pour la paix de l'humanité et pour la civilisation humaine elle-même. Les Nations Unies ont le devoir de tenir compte de cet état de choses et de prendre des mesures adéquates. De même, les forces progressistes et tous les peuples doivent unir leurs efforts et

agir énergiquement pour la réalisation d'une politique vraiment nouvelle dans le domaine du désarmement.

36. Le Gouvernement roumain se prononce pour l'adoption de mesures concrètes visant l'arrêt de la course aux armements, la réduction des budgets militaires et des troupes, le démantèlement des bases militaires étrangères et la suppression des blocs militaires; pour l'adoption, par tous les Etats, des engagements solennels excluant toute agression ou ingérence dans les affaires d'autrui. A notre avis, la prolifération des armes atomiques ne pourra être arrêtée qu'en cessant la production d'armes nucléaires et en passant — sur la base d'accords — à la destruction des stocks existants.

37. Durant ce dernier quart de siècle, il nous revient à tous, Membres des Nations Unies, d'entreprendre des pas résolus vers l'instauration de relations nouvelles entre tous les peuples du monde, vers l'édification d'un nouvel ordre économique et politique sur l'arène internationale. Nous agissons de cette façon en concordance avec les aspirations vitales de tous les peuples vers la liquidation complète de la vieille politique impérialiste de force et de diktat, du colonialisme et du néo-colonialisme et de toute forme d'immixtion et de pression.

38. Nous devons encourager la solution, par la voie politique, des différends entre Etats en respectant sans conditions les principes fondamentaux du droit international contemporain. Ce droit est soumis, lui-même, à des transformations continues exprimant les changements intervenus dans la société et dans les rapports entre Etats. La vie prouve que, de nos jours, les problèmes majeurs qui confrontent la communauté internationale ne peuvent plus être réglés par un groupe restreint d'Etats. La recherche de solutions équitables et durables exige la participation, sur un pied d'égalité, de tous les Etats concernés et détermine le raffermissement du rôle des pays petits et moyens dans la vie internationale. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons adopter des solutions qui correspondent au plus haut degré aux intérêts de toutes les nations et qui servent pleinement la cause de la paix.

39. L'instauration de relations vraiment démocratiques et équitables dans le monde, la marche en avant de l'humanité dans la voie du progrès sont essentiellement liées à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. L'expérience historique prouve qu'il existe une étroite unité dialectique entre le développement d'une économie propre et la réalisation d'une réelle souveraineté nationale. C'est une vérité démontrée par la pratique dans toutes les parties du monde que, pour assurer une réelle indépendance, il est indispensable de forger une puissante économie propre.

40. Le travail de chaque nation a toujours été et restera le facteur primordial à même de déterminer le développement de la production matérielle, le progrès économique et social. Un rôle décisif revient à la manière dont chaque peuple réussit à mettre en valeur, grâce à son travail, ses ressources nationales. En même temps, le progrès plus rapide des pays en développement, commande d'agir avec plus de fermeté pour étayer les relations entre les pays développés et ceux en développement sur des principes équitables qui favorisent leurs propres efforts consacrés au

progrès économique et social. Il est grand temps — et nous devons bien nous en rendre compte — d'agir énergiquement pour liquider les grands décalages existant entre les économies de divers Etats et rapprocher rapidement leurs niveaux de développement.

41. L'élimination des mesures discriminatoires entravant les échanges économiques, l'accès le plus large de tous les Etats aux réalisations de la science et de la technique contemporaines constituent une autre exigence importante de la réorganisation, sur des bases nouvelles, des rapports économiques internationaux.

42. La Roumanie, étant elle-même un pays en développement, amplifie et diversifie ses rapports économiques avec les autres Etats en développement. Ces liens sont une expression de sa solidarité avec les efforts des Etats visant leur émancipation économique, sociale et nationale. Les actions politiques de la direction de notre Etat, les nombreuses visites effectuées par le président Nicolae Ceausescu dans des pays en développement de tous les continents, de même que les accords économiques conclus ces dernières années, ont mis l'accent sur l'utilisation supérieure des ressources matérielles et humaines, tant de la Roumanie que de ces pays. Cela est à même de contribuer à la formation des cadres des pays concernés et de répondre aux intérêts réciproques de développement de l'industrie, de l'agriculture et d'autres branches économiques en vue de leur progrès économique et social accéléré.

43. L'instauration de relations internationales économiques et politiques de type nouveau exige le perfectionnement du cadre de participation et d'action des Etats à la vie internationale. Un rôle toujours plus important revient à l'Organisation des Nations Unies.

44. Animée du désir d'apporter une contribution positive au plein emploi des possibilités et des moyens offerts par l'Organisation des Nations Unies à la solution des problèmes internationaux et à la promotion de la coopération et de l'entente entre Etats, la Roumanie a proposé à l'Assemblée générale d'examiner les possibilités de raffermissement de l'efficacité et de la capacité d'action de l'Organisation¹, de manière qu'elle reflète les nouvelles réalités socio-politiques du monde et corresponde aux tendances de démocratisation de la vie internationale. Le Gouvernement roumain est parti de l'idée que l'intérêt majeur de toutes les nations de trouver des solutions justes et viables aux grands problèmes qui confrontent l'humanité exige la création de conditions qui permettent à l'Organisation des Nations Unies d'exercer vraiment les fonctions et les responsabilités confiées par la Charte.

45. Nous pensons que l'Organisation dispose d'importants moyens d'agir plus énergiquement et avec plus d'efficacité dans toutes les situations qui surgissent dans les relations internationales. De nombreuses stipulations de la Charte ont été rarement, ou insuffisamment, utilisées. D'autres n'ont point été appliquées. Certaines ont été interprétées d'une manière telle qu'elles se sont avérées inutilisables ou impossibles à être appliquées.

46. L'Assemblée générale a le devoir d'examiner avec toute l'attention et la responsabilité voulues, et

dans une large vision, les voies garantissant l'application des stipulations de la Charte et l'emploi des moyens et des méthodes que la Charte met à notre disposition — en particulier, ceux concernant la prévention et le règlement pacifique des conflits, l'affirmation du processus de démocratisation des relations internationales, le développement d'une large coopération, sur des bases égales, entre toutes les nations.

47. Cet examen, nous le concevons en tant que processus durant lequel l'Assemblée générale doit en permanence prêter son attention à la question du raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies et évaluer périodiquement les efforts déployés, les progrès réalisés et les mesures qu'il y a lieu de prendre dans l'avenir. En même temps, nous estimons que d'autres organes des Nations Unies doivent, dans la limite de leur compétence, être amenés à examiner et à mettre en œuvre des propositions et des suggestions des Etats visant à améliorer l'activité de ces organes et, par là, à raffermir le rôle de l'Organisation dans le monde.

48. Certes, la capacité des Nations Unies de faire face aux questions qu'elles ont à résoudre dépend finalement de la volonté politique des Etats Membres, de leur devoir, dirai-je, de trouver des solutions acceptables qui correspondent aux intérêts de tous les peuples et d'assumer les obligations prévues par la Charte et par d'autres instruments internationaux, de même que les engagements et les actions auxquels ils ont souscrit par les résolutions des Nations Unies.

49. La délégation roumaine évalue de façon positive le déroulement et les résultats de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux matières premières et au développement. Elle se prononce pour la mise en pratique, dans les relations entre tous les Etats, des principes inscrits dans la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [résolution 3201 (S-VI)] et le Programme d'action [résolution 3202 (S-VI)].

50. L'examen concret et la mise en œuvre effective par les organismes des Nations Unies, ainsi que par d'autres organisations internationales, des mesures relevant de leur compétence et préconisées par la session extraordinaire constituent, de l'avis de la délégation roumaine, une tâche d'extrême urgence. L'adoption, lors de cette session, du projet de charte des droits et devoirs économiques des Etats, élaboré à l'initiative du Président du Mexique, M. Luis Echeverría, marquera un nouveau pas vers la réalisation du cadre de principe des rapports entre Etats sur le plan économique.

51. C'est sous le même angle que nous voyons la récente Conférence mondiale sur la population, organisée par les Nations Unies, à qui le peuple roumain a eu l'honneur d'offrir son hospitalité. La résolution V intitulée "Pour un monde plus juste"³, adoptée à cette occasion et qui consacre, une fois encore, l'attachement de la communauté internationale aux idéaux d'un monde nouveau et meilleur, revêt, à nos yeux, une signification toute particulière. Nous exprimons la conviction que la manière constructive avec laquelle les délégués à cette conférence ont coopéré et réussi à définir, sur la base du consensus, les directions d'action dans ce domaine — étroitement lié aux

efforts généraux des Etats visant leur progrès économique et social — crée des prémisses favorables pour leur continuation et leur amélioration dans l'avenir.

52. Persuadé du rôle de la science et de la technologie moderne dans le processus du développement, le Gouvernement roumain se prononce en faveur de l'organisation d'une conférence des Nations Unies pour la science et la technologie. Il envisage également d'entreprendre des actions pratiques dans ce sens.

53. Un rôle important dans le renforcement de la tendance vers la détente dans le monde revient aux efforts visant à réaliser la sécurité et la coopération en Europe. Le Gouvernement roumain estime que les résultats obtenus jusqu'à présent par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe créent des conditions pour l'achèvement, avec succès, de la phase d'élaboration des documents et pour la tenue, au plus tôt, de la troisième phase de la Conférence à un niveau plus élevé. Les documents qui seront adoptés à cette occasion doivent aboutir à la définition de nouveaux principes des relations entre les Etats européens et à l'ouverture de la voie de la coopération pacifique multilatérale entre tous les Etats du continent. Ils doivent également offrir à chaque nation des garanties contre tout acte d'emploi de la force ou de la menace de la force, contre toute ingérence dans ses affaires intérieures, de même que la possibilité de se développer librement et sans entrave aucune.

54. La Roumanie a eu, comme on le sait, une présence active au sein de la Conférence. Elle a apporté et continuera d'apporter une contribution concrète au processus de définition des mesures visant à rendre effectif le non-recours à la force dans les rapports intereuropéens et à préciser le cadre et les objectifs des conséquences institutionnelles de ce premier forum politique des Etats européens. Nous sommes d'avis qu'à présent les Etats qui ont participé à la Conférence doivent consacrer, dans un esprit constructif et d'entente réciproque, tous leurs efforts pour accélérer et clôturer avec succès les travaux de Genève, pour convenir unanimement des mesures attendues si longtemps par les peuples de notre continent et capables d'aboutir au raffermissement de la sécurité et au développement de la coopération sur le continent européen.

55. Dans le cadre de ce processus de réorganisation sur des bases nouvelles des rapports entre les Etats d'Europe, la Roumanie continuera à agir pour la coopération multilatérale entre les Etats balkaniques, de manière que les Balkans deviennent une zone exempte d'armes nucléaires et de bases militaires étrangères, une zone de paix et de coopération. Nous sommes, en même temps, pour la transformation de la mer Méditerranée en une zone de paix et de coopération internationales. Nous appuyons la proposition de l'Union soviétique tendant au retrait de la Méditerranée de tous les navires et sous-marins des Etats-Unis et de l'Union soviétique équipés d'armes nucléaires.

56. C'est avec satisfaction que nous constatons qu'un élément qualitativement nouveau est intervenu dans la lutte pour la liquidation des derniers vestiges du système de domination coloniale. L'Afrique australe, citadelle du colonialisme, a commencé à s'effondrer sous la pression de la lutte des peuples

pour la liberté. Nous avons salué l'accession à l'indépendance de la Guinée-Bissau et nous estimons qu'il faut continuer résolument ce processus pour que les peuples de l'Angola et du Mozambique puissent disposer librement de leur destinée.

57. Dans l'esprit de ses propres traditions de lutte pour la liberté et la justice, la Roumanie s'élève résolument contre toute forme de colonialisme et de néo-colonialisme, contre la domination étrangère, se prononce fermement en faveur du droit des peuples à l'autodétermination dans une existence indépendante, et demande l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [*résolution 1514 (XV)*]. Le peuple roumain, qui ne reconnaît pas et qui repousse le racisme et le chauvinisme, condamne énergiquement les régimes minoritaires, anachroniques, d'Afrique du Sud et de Rhodésie et la politique de discrimination raciale et d'*apartheid*.

58. De l'avis du Gouvernement roumain, l'actuelle session comme les Nations Unies en général sont appelées à adopter des mesures fermes et efficaces, en faisant usage de toute la série de moyens prévus par la Charte, afin de déterminer l'Afrique du Sud à mettre fin, sans tarder, à l'occupation illégale de la Namibie, pour que le peuple de ce pays puisse décider de ses destinées, conformément à ses aspirations nationales.

59. Pour atteindre l'objectif de la liquidation complète du colonialisme, nous pensons qu'il est particulièrement important d'intensifier les efforts en vue d'une large reconnaissance des mouvements de libération nationale et l'assurance de la participation de leurs représentants à toutes les activités de notre organisation qui les intéressent. Du haut de cette tribune, je tiens à réaffirmer la solidarité militante du peuple et du Gouvernement roumain avec la juste lutte des mouvements de libération nationale, auxquels nous prêtons un appui multilatéral, diplomatique et matériel.

60. Les rencontres fréquentes et les discussions fructueuses que le président Nicolae Ceausescu entretient avec les dirigeants des mouvements de libération nationale consacrent, par la valeur reconnue des contacts directs au sommet dans les rapports internationaux, la durabilité et la profondeur des sentiments de solidarité du peuple roumain avec leur juste lutte pour l'indépendance nationale.

61. Les changements intervenus au Moyen-Orient, les accords de dégagement militaire réalisés, que le Gouvernement roumain a salués en tant qu'un premier pas important vers le règlement du conflit, rendent plus forte notre conviction qu'à présent, il faut entreprendre de nouvelles actions pour l'instauration de la paix dans cette région.

62. De l'avis du Gouvernement roumain, pour aboutir à une solution juste et durable au Moyen-Orient, il est nécessaire, de commencer par le retrait des troupes israéliennes des territoires arabes occupés, la reconnaissance du droit à l'existence et au développement indépendant de tous les Etats de cette région, du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, y compris la création d'un Etat palestinien indépendant et sa reconnaissance sur le plan international, en tenant compte des résolutions pertinentes

adoptées par les Nations Unies. D'ailleurs, comme le Gouvernement roumain l'a maintes fois souligné, on ne peut pas aboutir à un règlement durable de la situation au Moyen-Orient sans une solution adéquate de la question palestinienne. Certes, pour finaliser ce processus, il est nécessaire de déployer des efforts soutenus, de reprendre le plus tôt possible les négociations de Genève sous les auspices des Nations Unies avec la participation de tous les Etats intéressés, de l'Organisation pour la libération de la Palestine et des autres Etats qui aspirent et peuvent contribuer à la réalisation d'une paix juste et durable au Moyen-Orient.

63. Les intérêts majeurs des peuples de cette région, de même que ceux de la paix et de la sécurité internationales, réclament que tous les Etats militent résolument pour éteindre le conflit et instaurer une paix juste et durable.

64. La situation qui s'est créée par suite des événements de Chypre constitue une raison de légitime inquiétude pour la paix et la sécurité internationales. En tant que pays situé dans la même région géographique, la Roumanie manifeste un vif intérêt vis-à-vis de l'évolution de la situation dans cette île et se prononce résolument pour le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de Chypre, le retrait des troupes étrangères, en tout premier lieu des troupes grecques et turques, le règlement des questions de ce pays par des moyens politiques et non par la voie des armes et de la force.

65. Dans la solution de la question de Chypre au sens du maintien de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays, le rôle décisif revient au peuple chypriote. Les contacts directs et les discussions entre les deux communautés, de même que l'examen immédiat et concret de toutes les questions, doivent aboutir, à la fois, à des accords durables garantissant la cohabitation pacifique, sur la base de la pleine égalité en droit de tous les citoyens de l'Etat chypriote. La prolongation de la situation existante peut avoir des conséquences graves pour l'Etat chypriote et pour la paix et la sécurité internationales.

66. Pour ce qui est de la question coréenne, l'Organisation des Nations Unies a, à notre avis, l'obligation morale de contribuer à stimuler le processus positif déclenché à la suite des initiatives politiques et des efforts persévérants de la République populaire démocratique de Corée. Par conséquent, il faut que l'on mette fin, sans tarder, à celles des institutions qui, contrevenant aux intérêts nationaux du peuple coréen, ont constitué de véritables barrières sur la voie de la réalisation de ses aspirations vers l'unification pacifique et indépendante.

67. Ayant décidé, lors de sa dernière session, de dissoudre la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée⁴, l'Assemblée générale a déjà fait un premier pas dans cette direction. Il s'impose donc de continuer avec courage le processus commencé et d'œuvrer pour le retrait des troupes étrangères stationnées en Corée du Sud sous le drapeau des Nations Unies.

68. La Roumanie se situe fermement au côté du peuple cambodgien dans sa juste lutte de libération nationale et de développement indépendant confor-

mément à ses aspirations nationales, sans aucune ingérence du dehors. Nous estimons qu'il est du devoir des Nations Unies de tenir compte des réalités existant dans ce pays, de la situation de droit et de fait du Cambodge, et de procéder sans tarder au rétablissement au sein des Nations Unies des droits légitimes du Gouvernement royal d'unité nationale dirigé par le chef de l'Etat cambodgien, Norodom Sihanouk.

69. Pleinement solidaires avec la cause juste du peuple vietnamien, le peuple et le gouvernement de mon pays ont toujours appuyé la lutte héroïque de la République démocratique du Viet Nam et du Gouvernement révolutionnaire provisoire du Viet Nam du Sud, et ont salué avec satisfaction la cessation de la guerre et la conclusion des accords de paix de Paris. Maintenant, il est du devoir de tous les Etats épris de paix d'exercer une influence positive pour la mise en œuvre de ces accords, contribuant ainsi à la défense de la liberté et de l'indépendance du peuple vietnamien et à l'appui de ses efforts pour une solution pacifique.

70. En vertu de la même position de principe, le Gouvernement roumain a salué la conclusion de l'accord sur le rétablissement de la paix et de la concorde nationale au Laos, et les efforts visant la mise en pratique effective des arrangements établis.

71. En commençant mon intervention, j'ai évoqué le fait que les représentants des Etats Membres se sont réunis pour la vingt-neuvième session. L'Organisation des Nations Unies a donc un passé de presque trois décennies. Cette année, une nouvelle occasion nous est donnée de prouver au monde entier que l'Organisation des Nations Unies est un forum international, capable d'aller de pair avec les processus novateurs qui se produisent dans le monde, avec les changements sans précédent et caractéristiques de notre époque.

72. Il nous appartient, à nous, les représentants des Etats Membres, de consacrer maintenant tous nos efforts pour que l'actuelle session marque, dans l'histoire des Nations Unies, un important pas en avant dans la recherche des solutions aux problèmes auxquels nous sommes confrontés et, particulièrement, dans la suppression de la force, de la menace de la force, et de la guerre dans la vie internationale. Les situations de tension et de confrontation militaire doivent céder le pas à la compréhension et à la coopération entre les peuples. Unissons nos forces, faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que la paix règne dans le monde et pour que le progrès de tous les peuples avance, à une cadence accélérée, vers les sommets de la civilisation. C'est ainsi que l'Organisation des Nations Unies sera à la hauteur de la confiance que tous les peuples ont placée en elle il y a presque trois décennies.

73. M. SECK (Sénégal) : Monsieur le Président, je me réjouis particulièrement de l'occasion qui m'est aujourd'hui donnée de m'associer aux distingués orateurs qui m'ont précédé à cette tribune pour vous présenter nos félicitations et vous exprimer notre satisfaction de vous voir présider la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. Je le fais d'autant plus volontiers que vous êtes le digne représentant d'un pays dont la foi militante pour la défense des causes du tiers monde mérite d'être citée en exemple.

Connaissant votre grande capacité et votre haute conscience, je n'ai aucun doute sur le succès de cette session.

74. Je rends aussi hommage à votre prédécesseur, M. Léopoldo Benites, de l'Equateur, qui a eu l'insigne honneur de présider deux sessions de l'Assemblée générale.

75. Je ne puis oublier de remercier très sincèrement le Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, pour tous les efforts qu'il a accomplis et tous les succès qu'il a permis à notre organisation d'enregistrer dans sa lutte pour l'avènement d'un monde de paix et de justice.

76. Je voudrais également saisir cette mémorable occasion pour saluer, au nom du Gouvernement et du peuple sénégalais, l'admission aux Nations Unies de la République sœur de Guinée-Bissau, patrie du regretté Amílcar Cabral, à qui nous rendons encore aujourd'hui un vibrant hommage pour son sacrifice à la cause de l'indépendance et de la liberté africaines. Je m'en réjouis d'autant que le Sénégal a l'honneur d'être cité en bonne place parmi les pays africains qui ont aidé cet Etat frère dans sa longue et glorieuse lutte contre le colonialisme portugais.

77. Il m'est aussi agréable de saluer l'admission aux Nations Unies de la courageuse République populaire du Bangladesh, que des calamités naturelles viennent encore d'éprouver durement, et de la Grenade dont l'indépendance vient de mettre fin à 320 années de colonisation.

78. Qu'il me soit permis de dire, au début de mon allocution, la très haute considération que mon pays porte à l'Organisation des Nations Unies. Elle est, en effet, l'appui fondamental des petites nations auxquelles elle permet de prendre conscience de leur existence pleine et entière, au même titre que les plus grandes puissances. Elle voudrait être la conscience du monde et, comme telle, s'imposer à tous, grands et petits, par les normes qu'elle définit. Mon pays l'y aidera de toutes ses forces.

79. Mais notre organisation, qui s'achemine vers sa vocation profonde, est loin de n'avoir enregistré que des succès, surtout dans les grandes questions qui nous préoccupent. A cet égard, ma délégation doit noter, qu'au moment où s'ouvre la vingt-neuvième session, de grands problèmes, dont ceux qui conditionnent notre existence même, notamment ceux relatifs à la paix et à la sécurité internationales, au désarmement et au développement, restent sans solution, même si, au cours de l'année qui vient de s'écouler, quelques progrès ont été enregistrés.

80. Mais, peut-on raisonnablement parler de solutions quand la course aux armements ne cesse de se poursuivre ? En effet, les dépenses militaires des grandes puissances, loin de diminuer, ont augmenté de près de 50 p. 100 passant de 200 milliards à près de 300 milliards de dollars en l'espace d'une année. Ironie, lorsqu'on pense à la recommandation de l'Assemblée générale demandant aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité une réduction de 10 p. 100 de leurs budgets militaires et l'utilisation d'une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en développement [résolution 3093 (XXVIII)]. Dès lors, comment ne pas déplorer amèrement l'attitude des puissances atomiques qui continuent à ren-

forcer leur arsenal militaire et à se livrer à des expériences nucléaires dans l'atmosphère et sous terre, faisant disparaître de nos rêves l'idée d'un monde de paix ?

81. Certes, le Sénégal se réjouit des récents accords signés entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la limitation des armements stratégiques. De plus, mon gouvernement, qui condamne toute poursuite des essais nucléaires, se félicite de l'adhésion de la République populaire de Chine et de la France au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco), traité interdisant les essais nucléaires en Amérique latine et aux Antilles.

82. Mais, pour être vraiment significatifs, ces actes positifs, qui vont dans le sens de la paix, doivent être suivis par tous les Etats soucieux de sécurité et de paix internationales. De même, l'application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix [résolution 2832 (XXVI)] doit aussi s'illustrer par une condamnation de toute militarisation de cet océan. Les grandes puissances, les Etats du littoral et de l'arrière-pays et les autres usagers maritimes de l'océan Indien doivent donc se consulter en vue de réaliser les objectifs de la Déclaration.

83. Quant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui continue de se tenir à Genève, elle devrait déboucher sur la convocation d'une conférence mondiale du désarmement que mon gouvernement appelle de tous ses vœux.

84. Dans un tel contexte, on ne peut s'étonner de l'existence de nombreux foyers de tensions où la guerre se poursuit ou risque d'éclater à tout moment.

85. Au Viet Nam, où mon pays a reconnu le Gouvernement révolutionnaire provisoire du Viet Nam du Sud, pour encourager le processus de paix engagé par les accords de Paris, notre souhait est que les Nations Unies interviennent vigoureusement pour que les stipulations de ces accords soient strictement respectées, notamment par l'administration saïgonnaise, dont l'attitude agressive s'appuie sur je ne sais quel encouragement.

86. Quant au Cambodge, mon gouvernement est plus que jamais convaincu que la paix dépend uniquement du retour à la légitimité représentée par le Gouvernement royal d'union nationale, déjà reconnu par plus de 60 Etats Membres de notre organisation. Dans cette perspective, ma délégation se réjouit tout particulièrement de l'inscription à l'ordre du jour de cette session de la question intitulée "Rétablissement des droits légitimes du Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge à l'Organisation des Nations Unies" [point 25].

87. En ce qui concerne Chypre, ma délégation exprime les droits inaliénables du peuple et du gouvernement légitime, incarnés par la personne de l'archevêque Makarios, et marque son souci constant pour le maintien de l'intégrité de l'île, sous réserve, bien entendu, qu'il soit réellement tenu compte de l'intérêt de toutes les communautés en présence.

88. De la même manière, en Corée, l'Organisation des Nations Unies devrait créer des conditions favorables pour accélérer la réunification indépendante et pacifique de ce pays. Mon gouvernement, qui

entretient des relations diplomatiques avec les Gouvernements de Pyong-yang et de Séoul, espère pouvoir contribuer, par ce fait, à la réunification de la Corée.

89. Quand on examine le problème lancinant du Moyen-Orient, il est permis de penser que les conditions d'une paix durable dans cette région ne peuvent découler que du dialogue qui pourrait s'amorcer à la Conférence de la paix sur le Moyen-Orient, de Genève. Les accords de dégagement égypto-israélien sur le Sinaï et israélo-syrien sur les Hauteurs du Golan constituent, dans ce sens, des progrès importants. Nous espérons que les parties en cause accepteront d'appliquer strictement les dispositions pertinentes des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, qui prévoient le retrait d'Israël des territoires arabes occupés, le règlement du problème palestinien, ainsi que des engagements comportant pour chaque Etat le droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

90. Mon gouvernement souscrit entièrement à ces principes, car une telle attitude aiderait, sans nul doute, les Nations Unies à donner une impulsion nouvelle aux efforts déployés en vue de la paix. Mais notre organisation doit avoir toujours présent à l'esprit que cette paix dépend aussi de la recherche active et sincère de solutions aux problèmes de survie et de développement qui pèsent sur tous les pays du tiers-monde.

91. En effet, la convocation de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les matières premières et de développement a montré aux pays nantis que le tiers monde, pleinement conscient de l'importance de son poids dans les relations économiques internationales, n'est plus disposé à accepter passivement un tel ordre économique. Or, la situation de la plupart de ces pays se dégrade d'année en année, en raison de cet état de fait auquel s'ajoute la survenance fréquente de catastrophes naturelles de tous genres.

92. Rien en effet de très efficace n'a été mis au point par notre organisation pour venir rapidement en aide aux Etats Membres victimes de catastrophes naturelles. Ainsi le Bangladesh qui, à peine sorti de la guerre, vient d'être presque entièrement inondé, l'Inde où des millions d'hommes et de femmes risquent de mourir de faim à la suite d'une sécheresse inconnue depuis longtemps, le Honduras qui vient de perdre des centaines de vies humaines, d'enregistrer des milliers de sans abris, et dont l'économie a été gravement touchée à la suite du passage du dernier typhon, tous ces pays auraient besoin d'une aide immédiate de la communauté internationale, par l'entremise de l'Organisation.

93. En ce qui concerne mon pays, comme vous le savez, la région à laquelle il appartient a été victime d'une de ces catastrophes naturelles. Qu'il me soit permis de rappeler ici que, dans le cadre de la lutte contre la sécheresse, le Sénégal a toujours déployé de grands efforts en accordant notamment, dans ses différents plans de développement, une place prépondérante à l'édification de barrages qui, seuls, peuvent rendre notre agriculture indépendante des aléas climatiques. En outre, les gouvernements des Etats sahéliens ont entrepris en commun la réalisation

d'importants projets hydro-agricoles pour la transformation progressive des conditions écologiques et météorologiques dans une perspective à moyen et à long terme.

94. Les conclusions tirées des dernières réunions des organismes de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal montrent, s'il en est besoin, combien les Etats du Sahel sont décidés à juguler la sécheresse qui représente un handicap sérieux au développement économique et social de leur région.

95. Comme j'ai eu l'occasion de le dire à cette tribune à la précédente session [2132^e séance], devant les effets néfastes de ce fléau, la solidarité africaine et l'assistance internationale ne nous ont pas fait défaut. Le Gouvernement sénégalais remercie encore sincèrement les Etats frères, les pays amis, les Nations Unies et les organisations internationales pour leur aide précieuse aux pays du Sahel qui se trouvent confrontés à des difficultés dues à des calamités naturelles. Je tiens aussi à remercier le Secrétaire général des Nations Unies de nous avoir apporté la preuve convaincante que notre organisation s'intéresse au sort des plus déshérités en nous rendant officiellement visite en février 1974.

96. Il me plaît d'ailleurs d'annoncer que, pour l'instant, la saison des pluies se déroule à peu près normalement dans tout le Sahel et que, si le mois d'octobre enregistre quelques bonnes pluies, les récoltes seront sauvées. Il faudra cependant deux ou trois ans de bonne saison pluvieuse pour que les choses y redeviennent normales.

97. Mais, dans le Sahel, le retour à la normale ne mettra pas fin à l'incertitude : il restera encore et surtout à maîtriser la nature par la réalisation de nos grands projets, pour éviter qu'à des périodes de sécheresse ne succèdent, comme c'est souvent le cas, des inondations également catastrophiques. Je convie donc toutes les bonnes volontés, dans le cadre de la coopération internationale, à participer à l'œuvre gigantesque de reconstruction et d'équipement du Sahel.

98. Plus grave que les catastrophes naturelles est la persistance d'un ordre économique fondé sur l'injustice et l'exploitation des moins développés — dont les progrès se trouvent ainsi bloqués — sans que les mesures de compensation prévues par la communauté internationale s'avèrent capables d'améliorer cette situation.

99. En effet, ce n'est un secret pour personne que la situation des pays en développement se dégrade de plus en plus, car les mesures prévues, comme les engagements pris dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement [résolution 2626 (XXV)] n'ont pas été respectés par les pays nantis.

100. Si l'on s'en tient au rythme actuel, l'aide publique internationale atteindra, en 1976, à peine 0,35% du produit national brut des pays industrialisés, tandis que les trois quarts de l'humanité continueront à s'endetter par milliards de dollars.

101. D'après les données communiquées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'aide publique, exprimée sous forme

de pourcentage du produit national brut, des pays riches n'était, en 1972, que de 0,33%, ce qui est bien loin de l'objectif de 0,70% fixé par les Nations Unies pour l'aide publique au développement.

102. Quant à l'apport total net de ressources financières aux pays en développement, il représentait, la même année, 0,78% du produit national des pays industrialisés, alors que l'objectif des Nations Unies, rappelons-le, est de 1%.

103. L'élargissement du fossé entre les pays nantis et les pays pauvres qui résulte de cet état de fait risque d'être préjudiciable à la cause de la paix et de la sécurité internationales. C'est dans le cadre de la lutte contre une telle éventualité que ma délégation remercie sincèrement l'Organisation des Nations Unies d'avoir convoqué cette année, sous ses auspices, deux conférences d'une portée politique sans précédent : la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les matières premières et le développement, et la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, qui s'est tenue à Caracas du 29 juin au 29 août 1974.

104. Qu'il me soit permis de remercier une fois de plus le président Houari Boumediène, d'Algérie, d'avoir eu l'initiative de convoquer la session extraordinaire consacrée aux matières premières et au développement. Cette initiative, qui a eu pour origine la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Alger en 1973, et qui conteste le système qui régit aujourd'hui les relations internationales, montre à quel point le non-alignement trouve sa raison d'être dans la défense des causes justes contre toute forme d'hégémonie politique et de domination économique.

105. A cet effet, ma délégation estime que toute volonté politique réelle d'attaquer de front le problème du développement devrait, en premier lieu, reconnaître, comme question centrale, le sort des ressources naturelles. L'appropriation de celles-ci par les plus forts au détriment des plus faibles constitue le fondement de l'ordre économique inégal et injuste que nous vivons aujourd'hui et qui mérite dès lors une transformation radicale en vue d'un nouvel ordre économique, condition *sine qua non* de l'existence d'une sécurité économique collective. L'indexation des prix des matières premières sur la valeur des produits manufacturés par les pays développés pourrait, peut-être, constituer un palliatif contre la détérioration des termes de l'échange qui résulte de cette situation.

106. Le fait que l'Assemblée générale ait adopté, lors de la sixième session extraordinaire, la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international montre que les pays du tiers monde sont bien décidés à revendiquer autre chose qu'un strapontin sur la scène internationale. Le Programme d'action destiné à assurer l'application de la Déclaration permettra à notre organisation de mieux cerner les questions relatives aux problèmes fondamentaux posés par les matières premières dans le cadre du commerce et du développement, à la réforme du système monétaire international et au financement du développement, à l'industrialisation et au transfert des techniques, et, enfin, à la réglementation et au contrôle des sociétés transnationales, sans oublier

le principe sacro-saint de la nationalisation, qui est une expression du droit souverain qu'a chaque pays de sauvegarder ses ressources naturelles. L'acuité des problèmes posés par les pays du tiers monde, lors de la sixième session extraordinaire, souligne toute la gravité qui s'y attache.

107. En outre, le projet de charte des droits et devoirs économiques des Etats qui n'a pas pu prendre forme concrète à ce jour, faute de volonté politique de la part de certains pays développés, devra s'inspirer des principes fondamentaux adoptés lors de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, sur les matières premières et le développement.

108. Par ailleurs, ma délégation apprécie à sa juste valeur le lancement du Programme spécial initié par le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international pour fournir aux pays en développement les plus gravement touchés par la crise actuelle des secours d'urgence et une aide au développement.

109. La recherche de solutions à ces problèmes de développement économique et social implique une prise en considération des questions relatives à un nouveau droit de la mer. A cet égard, la convocation de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, même si elle n'a pas répondu à toutes les aspirations légitimes des pays en développement, peut être considérée comme un début de justice dans ce domaine.

110. Le fait que l'Organisation des Nations Unies se soit intéressée, depuis des années, au droit de la mer, dans le cadre du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, montre l'importance qu'elle accorde à ce problème fondamental pour le développement des pays concernés.

111. Nous savons tous que c'est sous l'impulsion des pays en développement que cet organisme a étendu ses débats à l'ensemble du droit de la mer pour finalement conclure à la nécessité d'une troisième Conférence internationale, celle de Caracas. C'est pourquoi, ma délégation partage le point de vue de la plupart des délégations africaines ayant participé à ces assises de Caracas, et pense qu'il est nécessaire d'abandonner les doctrines traditionnelles du droit de la mer en faveur du concept nouveau de patrimoine commun de l'humanité, qui implique le libre accès de tous aux richesses de la mer et le partage équitable entre tous des revenus tirés de l'exploitation de ces ressources. A cet égard, le Sénégal se déclare favorable à la création d'une organisation internationale qui gérerait le domaine de la haute mer, patrimoine de l'humanité, dont les ressources serviraient principalement à la lutte contre le sous-développement. Il convient de souligner que plusieurs milliards de dollars pourraient ainsi être consacrés chaque année à cette noble cause.

112. Ma délégation, consciente de l'importance qu'a revêtu la Conférence de Caracas, confirme sans réserve les positions de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui sont les siennes, et qui se résument essentiellement comme suit.

113. Premièrement, il faut reconnaître à tous les Etats riverains le droit d'établir, au-delà de leur mer

territoriale, une zone économique exclusive qui, en tout état de cause, ne dépassera pas 200 milles marins. Dans cette zone, les Etats riverains exerceront une souveraineté permanente sur les richesses biologiques et minérales, sans porter atteinte aux autres utilisations légitimes de la mer, notamment la liberté de navigation, de survol et de pose de câbles, de pipelines, etc.

114. Deuxièmement, il faut reconnaître aux pays sans littoral et aux autres pays défavorisés le droit de participer à l'exploitation des ressources biologiques de la zone économique voisine sur un pied d'égalité avec les ressortissants des Etats riverains.

115. Troisièmement, les ressources biologiques devant être protégées contre l'agression de la pollution et de la pêche intensive, il est dès lors nécessaire de créer des institutions adéquates et d'établir une autorité internationale qui ferait respecter les principes de défense contre cette agression.

116. Dans ce domaine, le Sénégal préconise, en même temps que l'OUA, l'établissement d'un traité régissant la zone internationale pour la protection des espaces océaniques et de leurs richesses vivantes ou minérales. Ce mécanisme devrait être doté de pouvoirs étendus et importants. Il aurait un rôle d'exploitation et de réglementation des activités de la zone et réduirait au maximum les répercussions nuisibles de la civilisation et de la fluctuation des prix des matières premières.

117. Ces deux grandes assises, qui devaient marquer de leur empreinte la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, se sont révélées malheureusement décevantes, du fait, en partie, de leur préparation quelque peu hâtive, et, surtout, d'un manque de volonté politique de la part de certains Etats Membres de notre organisation, notamment les pays industrialisés.

118. Par ailleurs, ma délégation se félicite de la tenue à Bucarest de la Conférence mondiale sur la population, et de la convocation prochaine à Rome de la Conférence mondiale de l'alimentation organisée en commun par la FAO et la CNUCED, pour traiter de la crise alimentaire mondiale. Dans ce domaine, il est permis d'affirmer que le problème à long terme de l'alimentation mondiale ne pourra être résolu que par une stratégie qui conjugue l'objectif d'une productivité accrue avec celui d'une distribution équitable. L'examen par la Conférence de la politique alimentaire mondiale devra constituer un ensemble complet et comprendre l'aide alimentaire et les meilleurs arrangements pour les cas d'urgence, ainsi que la stabilisation des prix et l'équilibre entre l'offre et la demande. Toutefois, cette politique ne saurait être formulée ni exécutée sans l'appui et la coopération des pays développés qui doivent accepter leurs responsabilités à ce niveau, car la paix et la sécurité internationales seront toujours menacées si les pays en développement ne connaissent pas une situation meilleure sur le plan alimentaire.

119. Il y a cependant dans le domaine de la paix un secteur où notre organisation a enregistré des succès certains qui font espérer une solution prochaine des problèmes posés : il s'agit du secteur de la décolonisation et de la lutte contre l'*apartheid*. A cet égard, ma délégation se réjouit du renversement du régime

de Caetano, et se félicite du retour de la démocratie au Portugal et de la reconnaissance par le Gouvernement portugais du droit inaliénable des peuples africains à l'autodétermination et à l'indépendance. La reconnaissance de l'indépendance *de jure* de la République de Guinée-Bissau par le Portugal, et son admission aux Nations Unies, constituent pour nous un motif de satisfaction et de réconfort, car elles vont dans le sens de la réalisation de l'universalité de notre organisation, que nous souhaitons de tout cœur. La rencontre de Dakar entre MM. Aristide Pereira et Mário Soares, suivie des rencontres de Londres et d'Alger, a contribué à accélérer la reconnaissance par le Portugal de l'Etat indépendant de Guinée-Bissau. Mon gouvernement ne ménagera aucun effort pour aider cet Etat frère à prendre solidement sa place dans le concert des Nations libres et indépendantes.

120. Ma délégation espère fermement que les îles du Cap-Vert rejoindront bientôt la Guinée-Bissau dans l'indépendance et l'unité, et que le Mozambique, où un pas important vient d'être franchi avec l'installation d'un gouvernement provisoire du Frente de Libertação de Moçambique, l'Angola, Sao Tomé-et-Principe accèderont aussi incessamment à la liberté et à la souveraineté internationale dans l'intérêt de leurs peuples respectifs.

121. La déclaration adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa onzième session, tenue à Mogadiscio en juin 1974, demandait aux pays membres de l'Organisation et aux pays amis de ne pas rétablir leurs relations diplomatiques avec le Portugal, tant que celui-ci n'aurait pas "reconnu le droit de ses colonies à l'indépendance, engagé des négociations avec les mouvements de libération en vue du transfert du pouvoir et reconnu l'Etat de Guinée-Bissau".

122. On en était alors à la première phase de la révolution intérieure portugaise, phase de déclarations et d'attitudes parfois contradictoires, il faut bien le reconnaître. Mais aujourd'hui que l'indépendance de la Guinée-Bissau est reconnue *de jure*, que le FRELIMO, après les accords de Lusaka, dirige un gouvernement de transition et que le transfert des pouvoirs s'est effectué correctement dans les deux pays, enfin, aujourd'hui que le Portugal déclare n'attendre qu'un interlocuteur valable pour décoloniser l'Angola et proclame solennellement son intention d'en faire autant pour les autres colonies, nul ne peut plus nier que les exigences de l'OUA sont pleinement remplies.

123. Le Portugal d'aujourd'hui mérite d'être encouragé et aidé. Les récents événements du Mozambique, qui ont amené une coopération étroite entre les armées du FRELIMO et du Portugal, ainsi que les tout derniers changements intervenus au Portugal, illustrent bien cette attitude.

124. Le Sénégal, pour sa part, hautement conscient de ses responsabilités africaines, a décidé de rétablir ses relations diplomatiques avec le Portugal. Ce faisant, il a conscience d'aider à la fois la Guinée-Bissau et le Mozambique, qui entretiennent déjà des rapports non négligeables avec le Portugal, ainsi que les autres territoires qui restent à décoloniser.

125. Le Sénégal, tout en étant vigilant et prêt à réviser immédiatement sa position si le Portugal ne respectait pas ses engagements, estime qu'il serait tout à l'honneur de l'Afrique de rendre hommage et justice au Portugal nouveau.

126. Quant au Sahara sous domination espagnole, le Gouvernement sénégalais, fidèle à une position qu'il a toujours défendue aux Nations Unies, considère la décolonisation de ce pays comme une impérieuse nécessité. Mais, comme l'ont indiqué les chefs des délégations mauritanienne et marocaine, la forme de la décolonisation peut ici prendre une allure particulière. En effet, un conflit de droit opposant les Etats africains intéressés à la puissance colonisatrice, il paraît hautement indiqué que l'Assemblée générale, avant d'examiner cette question, demande l'avis de la Cour internationale de Justice. A ce propos, le problème du Sahara sous domination espagnole n'est pas sans rappeler quelque peu celui de la Namibie : c'est parce que, on s'en souvient, lors de l'installation de l'Afrique du Sud il y avait un ayant droit, que celui-ci — la Société des Nations, puis l'Organisation des Nations Unies — a pu, par la suite, revendiquer ses droits auprès de la Cour internationale de Justice, dont on connaît le verdict.

127. Dans le cas présent, les ayants droit d'avant la période coloniale du Sahara dit espagnol demandent à la même Cour, organe des Nations Unies dont elle a la confiance, de dire le droit avant que votre assemblée ne se saisisse du problème. Il me semble sage et équitable d'accéder à cette demande qui, je l'espère, aura l'appui unanime de l'Afrique, première intéressée à la décolonisation. En tout état de cause, le seul souci de ma délégation dans cette affaire est la réalisation rapide de la décolonisation de ce territoire par des voies pacifiques.

128. Mais, à notre organisation incombe une responsabilité particulière : celle d'aider les populations en Rhodésie du Sud et en Afrique du Sud à réaliser pleinement leur indépendance sur la base de l'égalité des droits pour tous. En dépit de tous les efforts fournis par la plupart des Membres de l'Organisation des Nations Unies, les régimes minoritaires au pouvoir dans ces deux pays continuent d'asseoir leur politique rétrograde sur la ségrégation et la discrimination raciales.

129. En Rhodésie du Sud, le régime illégal et minoritaire de Ian Smith se consolide d'année en année, malgré les sanctions prises à son encontre, sanctions qui d'ailleurs, il faut l'avouer, sont largement méconues par certains Membres de l'Organisation, dont des membres permanents du Conseil de sécurité.

130. C'est l'évidence que le régime illégal de Ian Smith bafoue ostensiblement toutes les décisions des Nations Unies relatives au rétablissement de l'égalité et de la justice dans ce pays, où la minorité qui s'impose par la force ne cesse de provoquer en même temps la Zambie voisine. Celle-ci connaît en effet d'énormes difficultés à cause de la décision unilatérale du régime illégal de Ian Smith de fermer la frontière commune. A cet égard, mon gouvernement réitère son adhésion totale à toutes les mesures positives prises par la communauté mondiale pour préserver l'indépendance et la dignité du peuple zambien.

131. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, mon gouvernement, qui aurait bien voulu que la décision de ce pays de ne pas intervenir dans les récents événements du Mozambique fût le début d'un changement radical de sa politique intérieure, ne peut pour l'instant que s'en tenir à la condamnation de cette politique basée essentiellement sur le mépris absolu des races non blanches.

132. Pour nous, le problème est moins de colorer telle ou telle délégation que de voir l'Afrique du Sud admettre le principe pourtant élémentaire qu'un homme est un homme, quels que soient sa couleur, sa religion et son degré d'évolution, et qu'un homme n'est qu'un homme, fût-il savant atomique, philosophe, éminent chef d'Etat, que sais-je ? Tant qu'il n'en sera pas ainsi, ce pays ne pourra trouver une place honorable dans la communauté internationale.

133. En attendant, l'Afrique du Sud doit immédiatement libérer la Namibie, car n'ayant pas respecté ses obligations de puissance mandataire, l'Assemblée générale a dû, le 27 octobre 1966, décider [*résolution 2145 (XXI)*] que le mandat de l'Afrique du Sud était terminé et que désormais l'ONU se trouvait subrogée dans les droits de la Société des Nations, ce qu'a confirmé, on le sait, l'avis consultatif rendu le 21 juin 1971 par la Cour internationale de Justice⁵. La résolution 269 (1969) du Conseil de sécurité confirmant la fin du Mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie et l'évacuation du Territoire par celle-ci devrait, en effet, être scrupuleusement respectée.

134. C'est dans le cadre de cette lutte pour la restauration des droits à l'autodétermination du peuple namibien, qui a toujours refusé son inféodation à l'Afrique du Sud, que mon gouvernement s'associe pleinement aux mesures prises par l'Assemblée générale lors de sa vingt-huitième session, en invitant le Conseil de sécurité à envisager de prendre des mesures effectives pour mettre fin à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud et demandant à tous les Etats, aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies à coopérer pleinement avec le Conseil des Nations Unies pour la Namibie dans l'exécution de son mandat [*résolution 3111 (XXVIII)*].

135. Ma délégation demande que continue, dans le plus grand intérêt du peuple namibien, la collaboration étroite qui existe entre le Conseil des Nations Unies pour la Namibie et la South West Africa People's Organization, que l'Assemblée générale a reconnue comme le représentant authentique du peuple namibien [*ibid.*], et que mon pays a autorisée à ouvrir un bureau permanent à Dakar.

136. Néanmoins, malgré l'entêtement bien connu des dirigeants de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud, ma délégation ose croire que les mouvements d'émancipation qui libèrent des pays entiers de l'Afrique australe, s'ajoutant à la pression croissante de la réprobation mondiale, amèneront ces derniers à une meilleure compréhension de l'histoire.

137. Il me paraît opportun, au moment où la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, relative à la décolonisation, fait des progrès notables, donnant plus de crédit aux principes de l'universalité des Nations Unies, que notre organisation soit étroite-

ment associée au règlement de tous les problèmes internationaux.

138. Il est en effet nécessaire, pour éviter des frustrations et des équilibres qui ne servent que l'intérêt des grands, de donner aux Nations Unies l'entière responsabilité et l'autorité nécessaire dans les problèmes de paix et de sécurité internationales auxquels sont liés les progrès des nations en développement. Les petites et moyennes puissances ne doivent plus être tenues en marge du règlement des problèmes d'intérêt mondial, car la seule coexistence pacifique entre les grandes puissances n'est plus suffisante pour créer les conditions d'une paix réelle, préalable à l'avènement d'une ère de sécurité économique collective que nous appelons de tous nos vœux.

139. Il me reste pour terminer à formuler le vœu ardent que cette session soit celle de la réalisation des aspirations légitimes de tous les peuples à la liberté et à la justice économique et sociale dans la paix et la sécurité internationales retrouvées.

140. M. MOE (Barbade) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, je suis heureux de me joindre aux orateurs qui m'ont précédé pour vous rendre hommage à l'occasion de votre élection à la présidence de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. Nous nous rappelons avec satisfaction l'initiative prise par le Président de l'Algérie et qui a conduit à la convocation de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale pour traiter d'une question présentant un intérêt urgent pour toutes les nations. En ce moment même où l'Assemblée doit se préoccuper d'établir un nouvel ordre économique international, nous pensons qu'on ne pouvait vous rendre ainsi qu'à votre pays un plus grand hommage que celui de confier la présidence des délibérations de cette session à un représentant si illustre.

141. Je tiens également à faire part de la gratitude profonde que nous éprouvons envers votre prédécesseur, M. Leopoldo Benites, dont la direction sage et efficace des travaux de la vingt-huitième session et de la sixième session extraordinaire a non seulement mérité le respect de la communauté internationale mais a également honoré son pays et tous les pays d'Amérique latine.

142. Au nom de ma délégation, je voudrais également rendre hommage au Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, pour les efforts inlassables qu'il continue de déployer au service des Nations Unies.

143. Aujourd'hui, nous souhaitons la bienvenue à trois nouveaux Membres de l'Organisation. Ma délégation est très heureuse de saisir cette occasion pour souhaiter une bienvenue très chaleureuse à un pays frère des Antilles, la Grenade, qui depuis très longtemps a établi des liens avec les Etats anglophones des Antilles, liens qui découlent d'une expérience historique commune. Nous sommes très heureux de partager avec la Grenade la participation à la tâche si difficile que doit accomplir l'Organisation.

144. En tant que l'un des premiers Etats qui ont reconnu la souveraineté du peuple du Bangladesh, nous sommes également très heureux de souhaiter la bienvenue aux représentants de la République populaire du Bangladesh et nous tenons à leur renouveler notre sympathie à l'occasion des derniers désas-

tres naturels qui ont si cruellement frappé cette nouvelle nation. Nous adressons aussi nos condoléances au peuple et au Gouvernement du Honduras pour les souffrances que ce pays frère d'Amérique latine connaît à la suite de la grave tragédie qui s'est abattue sur lui à la veille de cette assemblée.

145. Ces calamités nous obligent à nous rappeler que cette organisation a pour responsabilité évidente de fournir une assistance en cas de calamités naturelles.

146. Nous devons nous féliciter également du fait que le peuple portugais a trouvé de nouveaux dirigeants décidés à mettre fin aux guerres haineuses que ce pays menait en Afrique depuis plus de 10 ans. La présence d'une délégation de la Guinée-Bissau en cette assemblée est l'indication que le Gouvernement portugais reconnaît le droit inaliénable des peuples à se gouverner eux-mêmes. Nous espérons pouvoir, à la prochaine session, souhaiter la bienvenue aux délégations des autres territoires qui, jusqu'à présent, faisaient partie de l'empire portugais.

147. L'universalité de l'appartenance à cette organisation fournira aux Etats Membres une occasion de satisfaction plus grande et aidera, il faut l'espérer, à éliminer plus facilement les soupçons et les découragements. Mais nous sommes obligés de nous rappeler que Belize, membre de notre communauté caribéenne, n'a pas encore accédé à l'indépendance, non pas parce que la puissance métropolitaine a refusé d'abandonner son contrôle, mais parce qu'il existe la crainte d'attaques possibles contre son intégrité territoriale et son indépendance. Nous estimons qu'il est de la responsabilité non seulement d'Etats comme le mien qui ont un destin commun avec Belize, mais aussi de cette organisation, de demeurer constamment saisis de ce problème et de rechercher une solution qui permettra d'atteindre l'objectif suprême d'indépendance pour ce territoire.

148. Nous notons avec regret également qu'en Afrique australe, les populations autochtones doivent encore lutter pour arriver au statut humain que les Membres de cette organisation se sont engagés à garantir à tous les peuples du monde. Il serait difficile de justifier en termes humains l'oppression dont souffre la population africaine de Namibie et de Rhodésie et le mépris des valeurs humaines que constitue la politique d'*apartheid* en Afrique du Sud.

149. Mon gouvernement a, à maintes reprises, proclamé son horreur du système néfaste de l'*apartheid* et il continuera à condamner le Gouvernement sud-africain, qui impose de façon criminelle ce système à la population de l'Afrique australe, qui refuse de remettre la Namibie à ses dirigeants légitimes et qui appuie le Gouvernement illégal de Rhodésie, tout cela au mépris des Nations Unies et de la Charte.

150. Mais, si nous souhaitons vivement que chaque peuple jouisse du droit inaliénable à la liberté politique et connaisse la joie d'une indépendance nouvellement obtenue, nous devons nous demander si l'accession à la souveraineté n'est pas menacée par l'instabilité politique et économique du monde d'aujourd'hui. La Barbade est heureuse de constater que se poursuit l'application des mesures très positives que certains pays ont prises au cours de l'année passée pour concilier davantage encore leurs divergences.

L'approfondissement de la détente entre les super-puissances épargnera sans doute à l'humanité les ravages d'une autre guerre d'importance majeure, et les pays les plus pauvres et les plus faibles doivent applaudir à tous les efforts faits pour renforcer la paix et la sécurité dans le monde.

151. Mais c'est à regret que nous constatons qu'aucun règlement durable n'a encore été trouvé à la situation au Moyen-Orient. Peu de problèmes internationaux font mieux comprendre aux petits pays combien celles qu'on appelle les grandes puissances ont fait preuve de négligence. Ce sont ces puissances qui ont parrainé la création de l'Etat d'Israël. Mais leurs politiques contradictoires et évasives, leur utilisation de cette région en tant que terrain de manœuvres sont en grande partie responsables de la belligérance regrettable et ruineuse qui pèse sur la région depuis 1948, et de la tragédie qui s'est abattue sur des millions de réfugiés arabes.

152. Nous nous félicitons des efforts inlassables et concertés qui ont amené le dégagement dans la région après la conflagration d'octobre dernier, mais nous estimons qu'il est de la responsabilité morale des mêmes puissances d'amener toutes les parties à la table de conférence, de trouver une solution au problème des frontières et de résoudre le problème des Palestiniens déplacés et malheureux. En bref, il faut non seulement arriver au dégagement, mais créer une base durable et efficace pour la paix dans cette partie du monde. Il serait alors possible d'assurer que les ressources matérielles et humaines consacrées maintenant à la guerre dans cette région soient mieux employées et permettent d'atteindre tous les buts légitimes de l'humanité dans le Moyen-Orient.

153. Mon pays déplore également l'atteinte portée à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de Chypre au cours des quelques derniers mois. Il s'agit ici du cas d'un petit pays sans défense, déchiré par la volonté de pays plus puissants et devenu le champ de bataille que ces derniers ont choisi pour régler leurs litiges. Cette très récente expérience jette une ombre sur les réalisations de cette organisation depuis la seconde guerre mondiale, car elle nous remet en mémoire le fait que notre système de maintien de la paix internationale est, au mieux, sélectif et, au pis, inefficace.

154. Un autre domaine de préoccupation majeure est évidemment celui de l'injustice économique dont souffrent la majorité des Etats et des peuples. A aucun moment de l'histoire de cette organisation les perspectives économiques mondiales n'ont été aussi sombres qu'aujourd'hui. Pour tous les pays du monde en développement, il y a un dénominateur commun : la qualité de la vie est pauvre, les perspectives d'avenir sont pauvres. Et pourtant, ce n'est pas par décret divin que les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres.

155. Alors que nous approchons du milieu de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, nous pourrions à juste titre puiser dans notre expérience accumulée de coopération internationale et nous demander si cette expérience justifie que nous ayons la foi dans un avenir d'action fructueuse à l'aveuglette dans le monde de crises d'aujourd'hui — inflation, déséquilibre et pauvreté grandis-

sante — nous ne pouvons échapper à la responsabilité d'examiner et d'analyser les facteurs qui empêchent la réalisation des buts et objectifs sur lesquels nous sommes d'accord.

156. Il y a 30 ans, la Charte des Nations Unies engageait la communauté internationale à la création de conditions de stabilité et de bien-être et lui prescrivait d'assurer un niveau de vie minimum conforme à la dignité humaine, par le progrès économique et social. Le lancement des première et deuxième Décennies pour le développement a marqué la tentative faite pour réaliser cet engagement et pour adopter une politique de coopération internationale qui permettrait d'atteindre l'objectif prévu. C'était vrai alors et cela demeure vrai aujourd'hui; l'importance d'une telle coopération doit correspondre à l'ampleur du problème.

157. Il est bien connu que la réalisation des buts déclarés a été moins que satisfaisante. On craint généralement qu'il n'y ait probabilité d'abandon des buts envisagés. Alors, n'oublions pas que la crise de l'énergie n'est que la dernière d'une série de crises ou de revers qui ont caractérisé l'économie internationale au cours des dernières années.

158. Nous savons tous que le fossé grandissant qui existe entre les pays pauvres et les pays riches existait avant la crise de l'énergie. Nous savons tous que le phénomène de l'inflation internationale — l'exportation de l'inflation des pays riches aux pays pauvres — existait avant la crise de l'énergie. Nous savons tous que le spectre d'une carence de produits alimentaires existait avant la crise de l'énergie. Nous savons tous que la diminution du niveau de l'aide au développement existait avant la crise de l'énergie. Tout cela est bien connu.

159. Mais le phénomène de l'accroissement des prix des principales sources d'énergie dans le monde entier a aggravé cette tendance. Pour les pays importateurs de pétrole, l'avenir est sombre. Les plus touchés parmi les pays en développement peuvent difficilement continuer d'acheter des produits alimentaires. Pour les autres, le déséquilibre de plus en plus grave de la balance des paiements empêche l'expansion de leur capacité productive, indispensable pour l'élévation et l'amélioration des niveaux de vie. En cette période de crise économique internationale, les perspectives, pour la majorité des peuples du monde, dépendront de la façon dont des pays pauvres, comme la Barbade, dont les économies sont fragiles, seront capables de résoudre ces problèmes. Il est évident qu'il faudra apporter d'urgence une aide spéciale aux pays les plus frappés. Le problème, aujourd'hui, est de survivre; sinon, nous pourrions ne pas être là pour répondre à nos responsabilités de demain.

160. La communauté internationale s'est, en fait, occupée du problème. Les éléments de mise en œuvre du mécanisme permettant de porter remède à la situation ont été énoncés dans le Programme spécial contenu dans le Programme d'action adopté à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée. Les dimensions du problème et l'importance de l'assistance nécessaire ont été soulignées par le Secrétaire général. Mais, une fois de plus, la mise en œuvre n'a malheureusement pas été conforme à ce que nous en attendions. A parler franchement, cette assistance a été

très au-dessous des possibilités collectives de ceux qui pouvaient la donner. Presque tous les pays capables d'apporter cette aide prétendent le faire; mais ceux qui sont dans le besoin demeurent incertains quant à l'accomplissement des objectifs du Programme spécial, quant à l'ampleur de l'assistance qu'ils recevront, et ils se demandent même si l'aide qui leur sera peut-être apportée leur parviendra en temps utile.

161. N'oublions pas cependant que le développement — et non pas la simple survie — constitue la voie essentielle qui mène à la paix et à la justice. Ne nous laissons pas leurrer : l'amélioration des niveaux de vie de la grande majorité des peuples du monde ne sera pas nécessairement obtenue par des mesures provisoires, pas plus que par le souci exclusif de survivre de ceux qui sont au bord d'un désastre total. Des pays comme le mien, qui ont reçu une part peu importante de l'aide au développement, ne peuvent plus considérer tranquillement le fait que les dépenses en vue du développement diminuent de plus en plus.

162. On a reconnu depuis longtemps qu'un élément essentiel de la coopération internationale en vue de la création d'un ordre mondial plus équitable était le transfert des ressources des pays développés aux pays en développement. Dans les réalités d'aujourd'hui, les pays exportateurs de pétrole peuvent jouer un rôle de premier plan en rendant possibles ces transferts. Si l'on examine la situation à plus long terme, on s'aperçoit que ce qui est sans aucun doute indispensable, c'est un changement de structure de la capacité productive du monde, et non point simplement la redistribution des revenus. Telle est, à notre avis, l'essence du nouvel ordre économique préconisé par la sixième session extraordinaire. Les éléments de cet ordre nouveau peuvent déjà être prévus; mais le courage nécessaire à sa mise en œuvre ne s'est pas manifesté encore.

163. Les aspirations vers un ordre nouveau pour la justice économique internationale, se sont manifestées à la Conférence des Nations Unies qui vient de se réunir à Caracas pour établir un nouveau régime de contrôle des ressources de la mer. Mon pays a dit, à cette conférence, que l'établissement des principes d'un nouveau régime de l'utilisation de la mer pourrait dépendre de la bonne volonté des pays développés et maritimes et de leur accord pour que les règles régissant les libertés traditionnelles de la mer, telles qu'ils les interprètent actuellement, fassent place à un ordre nouveau et différent, fondé sur la justice économique et politique. Les pays en développement doivent pouvoir exercer leur souveraineté et leur contrôle sur les ressources maritimes qui se trouvent dans le cadre de leurs juridictions nationales, tout en acceptant la responsabilité de s'assurer que les intérêts traditionnels de la communauté des nations appartenant à leur domaine maritime sont respectés et protégés. Il faut espérer que, lorsque le nouveau régime qui régira l'utilisation de la mer sera finalement mis au point, on y trouvera l'expression efficace d'une justice politique et économique en ce qui concerne la mer, justice qui n'existe pas pour le moment sur terre, nous regrettons de devoir le dire.

164. Le Gouvernement et le peuple de la Barbade pensent que nous sommes ici pour unir nos efforts afin d'améliorer la condition humaine. Si, par nos paroles et nos actions, nous ne justifions pas cet espoir, je poserai alors la question : Pourquoi sommes-nous ici ?

POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

RAPPORT DE LA QUATRIÈME COMMISSION (A/9765)

165. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée générale est saisie d'un rapport de la Quatrième Commission sur ce point (A/9765).

Conformément à l'article 66 du règlement intérieur, il est décidé de ne pas discuter le rapport de la Quatrième Commission.

166. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée générale va prendre maintenant une décision sur la recommandation de la Quatrième Commission contenue au paragraphe 3 de son rapport. Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières de cette recommandation figure dans le document A/9777. Puis-je considérer que l'Assemblée générale adopte la recommandation de la Quatrième Commission ?

Il en est ainsi décidé.

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain :

- a) Rapport du Comité spécial de l'apartheid;
- b) Rapport du Secrétaire général

RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE (A/9774)

167. Le PRÉSIDENT : Un rapport de la Commission politique spéciale portant sur ce point est soumis à l'Assemblée générale (A/9774).

Conformément à l'article 66 du règlement intérieur, il est décidé de ne pas discuter le rapport de la Commission politique spéciale.

168. Le PRÉSIDENT : Nous allons prendre maintenant une décision sur la recommandation de la Commission politique spéciale contenue au paragraphe 5 de son rapport. Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières de cette recommandation figure dans le document A/9782. Puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve la recommandation de la Commission politique spéciale ?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 15.

NOTES

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Annexes*, point 24 de l'ordre du jour, document A/8792.

² Adopté ultérieurement en tant que résolution 3281 (XXIX).

³ Voir *Rapport de la Conférence mondiale des Nations Unies*

sur la population, 1974 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.XIII.3), chap. II.

⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément n° 30*, p. 25, point 41.

⁵ *Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain), notwithstanding la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité, avis consultatif, C.I.J., Recueil 1971, p. 16.*